

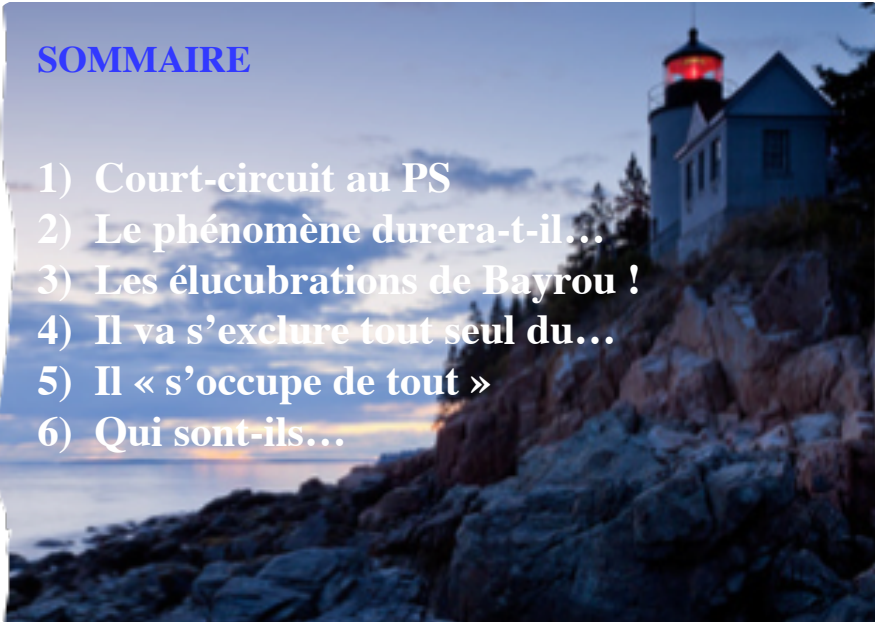
LA PRESSE EN REVUE...



LUNDI 27 OCTOBRE 2014

SOMMAIRE

- 1) Court-circuit au PS
- 2) Le phénomène durera-t-il...
- 3) Les élucubrations de Bayrou !
- 4) Il va s'exclure tout seul du...
- 5) Il « s'occupe de tout »
- 6) Qui sont-ils...



Gérard Diez La Presse en Revue

I) Crise au PS : oui, le parti est en plein chaos. Mais Valls n'est pas si minoritaire que ça



Martine Aubry et Manuel Valls à Lille, le 9 octobre 2014 (F.PRESTI/AFP).



Par Bruno Cautrès
Chercheur CNRS au CEVIPOF

Le Parti socialiste est plus que jamais divisé. La ligne politique du gouvernement de Manuel Valls, ouvertement sociale-libérale, est contestée de plus en plus violemment par de nombreuses figures du parti, de Martine Aubry à Benoît Hamon. Postures stratégiques ou réelles divergences idéologiques ? Éclairage de Bruno Cautrès, chercheur en sciences politiques au Cevipof.

Édité par Sébastien Billard

En politique, il est toujours très complexe de distinguer dans le positionnement de tel ou tel acteur la part de calcul. Si les politiques agissent en partie par intérêt, guidés par des ambitions personnelles, le jeu politique ne peut pas non plus se réduire exclusivement à une querelle de personnes.

La situation actuelle au PS le montre bien. Oui, Marine Aubry ou Benoît Hamon haussent le ton pour se positionner dans l'après François Hollande, pour peser au mieux sur l'avenir du PS, notamment en cas de congrès, mais ces tensions dépassent de loin la bataille d'ego.

Leur positionnement est aussi le reflet des questionnements qui traversent l'électorat de gauche en ce moment. Le PS est aujourd'hui dans un état de confusion totale, dans une crise majeure. Il est en plein chaos, sur le plan des idées et des propositions.

Manuel Valls veut accélérer la mue du PS

Il y a un mois, alors qu'Arnaud Montebourg et Benoît Hamon étaient éjectés du gouvernement, j'évoquais un parti entré en phase de redéfinition de longue durée, François Hollande et Manuel Valls posant leur pierre à l'édifice.

Ces derniers jours, le Premier ministre a accéléré. En répondant sèchement à Martine Aubry, en remettant en cause certains dogmes socialistes dans un entretien à L'Obs' (nom du parti, orientation sociale-libérale assumée, rapprochement avec le centre...), il a abattu ses cartes.

La crise économique, la crise identitaire du PS et

le fait qu'il soit à Matignon sont pour Manuel Valls une occasion unique pour composer sa ligne au PS, notamment une ligne politique "réaliste", à droite du parti, dont il est le porteur depuis des années. Il affirme sa ligne avec l'ambition de déplacer le curseur idéologique du PS, sans en passer par un congrès ou la pratique traditionnelle des courants.

Manuel Valls produit un effet accélérateur. Il accélère le processus de redéfinition du PS. Le Parti socialiste est un parti qui s'est construit historiquement sur des contradictions et des ambiguïtés mais qui est plus que jamais contraint de clarifier son positionnement, sur son rapport à l'économie de marché et à l'exercice du pouvoir.

Une ligne politique moins minoritaire qu'on le pense

Les comptenteurs de Manuel Valls lui reprochent de confisquer la ligne du parti tout en étant minoritaire au sein de cette famille politique, et notamment au sein de la base militante.

Mais au fond, personne ne sait vraiment, à l'heure actuelle, quelle ligne est majoritaire et quelle ligne est minoritaire au sein du parti. Le chaos idéologique qu'il nous a été donné de voir cette semaine est le reflet d'une confusion aussi au niveau des militants.

Nombreux sont ceux qui réduisent Manuel Valls aux maigres 6% qu'il avait obtenus lors de la primaire de 2011. Mais on peut penser que ces résultats sont déjà caducs, trois ans après, tant le paysage politique s'est transformé en si peu de temps. D'autant que Valls n'était alors pas si éloigné, en terme de positionnement, de la ligne de François Hollande, qui a lui remporté cette fameuse primaire.

Rappelons-nous, en effet, que François Hollande avait alors axé sa campagne sur le sérieux budgétaire et la restauration des comptes publics. Des termes qui font échos à la ligne gouvernementale actuelle. C'est avec cette ligne qu'il s'était distingué de Martine Aubry, et c'est cette ligne que les sympathisants de gauche ont alors approuvé.

Le discours sur la finance et le "changement", plus dans les standards de la gauche, n'est venu qu'après, alors qu'il avait déjà été désigné candidat à la présidentielle...

La droitisation du parti, un processus

antérieur à Valls

C'est l'un des paradoxes de la situation actuelle. Si Manuel Valls apparaît bien comme l'élément perturbateur au PS, la droitisation du parti est un processus ancien, bien antérieur à sa montée en puissance politique et médiatique. Il n'a fait que l'accélérer brutalement.

On relèvera, par exemple, qu'en 2007 déjà, les sympathisants socialistes avaient le choix d'une personnalité au positionnement iconoclaste – Ségolène Royal – pas franchement à gauche du PS, et axant même sa campagne sur la loi et "l'ordre juste".

Au fond, cela fait deux candidats de suite du PS à la présidentielle qui se situent dans le camp des "réalistes" vis-à-vis de l'économie de marché et des contraintes et réalités externes. Et si DSK avait été le candidat du PS, cela aurait été de même. Même Martine Aubry, au-delà des postures, n'est pas éloigné de cette ligne.

Cela fait bien longtemps que le PS n'est plus un parti de classes populaires, mais plutôt de classes moyennes, voire de classes moyennes supérieures, largement favorables à l'économie de marché, réformistes plus que révolutionnaires, et pas forcément hostiles à l'idée d'aider les entreprises. Le parti, comme la société, s'est "droitisé" au plan économique. Le ciment idéologique sur les questions sociétales est fort entre ses électeurs, mais sur l'économie tout le monde ne suit pas sur ces évolutions vers plus de "réalisme".



François Hollande, vainqueur de la primaire PS, le 16 octobre 2011
(REVELLI-BEAUMONT/SIPA).

C'est sans doute aussi pour ça que Manuel Valls s'affirme autant, en jouant la carte de l'homme d'État réaliste et travailleur, qui ne cherche pas à "vendre du rêve", mais qui incarne le sérieux, la responsabilité et la droiture. C'est la seule

manière, pour lui, de sortir par le haut de la crise et de l'exercice des responsabilités.

Et n'oublions pas, enfin, que tout ceci se déroule sur fond d'une forte crise de défiance vis-à-vis des hommes et femmes politiques en France : les électeurs ont plus que de sérieux doutes sur la "machine à faire rêver" des promesses politiques sans lendemain, sur les injonctions vis-à-vis de l'économie réelle et sur les "y a plus qu'à".

La succession d'alternances politiques en France depuis le début des années 1980 ont donné l'occasion à chaque camp de montrer ses points forts mais aussi, et même surtout, l'étendue du grand écart entre un discours politique sur le "changement" et la réalité.

Ce sont toutes ces contradictions, tensions, transformations qui expliquent ce que le PS et la gauche vivent en ce moment. Ces contradictions existent aussi à droite.

C'est l'après François Hollande qui se joue

La crise actuelle du PS est une crise très sérieuse car elle touche fondamentalement à ce qu'est le PS, à ce que doit être désormais son positionnement politique. Les fractures idéologiques sont donc bien réelles.

Mais viennent aussi s'y ajouter les ambitions de chacun. Car il ne faut pas s'y tromper. Si la crise a été aussi exacerbée cette semaine, c'est parce que se joue déjà en ce moment l'après François Hollande. Chacun lutte pour se positionner, imposer sa ligne dans le PS de demain, et reprendre la main.

Encore une fois, je ne crois qu'il fasse croire à l'éclatement du parti, personne n'ayant intérêt à apparaître comme le diviseur et à s'émanciper d'un parti qui demeure malgré tout puissant et laisser sa place aux autres. L'enjeu reste plus que jamais la direction du PS.

Dans cette bataille, Manuel Valls, s'il doit endurer l'exercice usant du pouvoir, possède de sérieux atouts. Il est à l'initiative, il se forge une image d'homme d'État et il est porteur d'une ligne qui a le mérite de la clarté, ce qui n'est pas forcément le cas de ses "adversaires".

Et rien ne dit que cette ligne n'est aussi minoritaire auprès des sympathisants socialistes que certains veulent le faire croire. On doit faire preuve de prudence dans l'analyse sur cette

question pour le moment.

Propos recueillis par Sébastien Billard

leplus.nouvelobs.com

LAPRESSEENREVUE.EU

II) Jacques Julliard : «Pas de majorité à gauche pour une politique différente»



Jacques Julliard : «Pas de majorité à gauche pour une politique différente»

Jacques Julliard, historien, ancien directeur délégué de la rédaction du *Nouvel Observateur*, aujourd'hui éditorialiste à *Marianne*, est l'auteur de nombreux ouvrages sur les cultures politiques. Notamment "Les gauches françaises. 1762-2012, Histoire, politique et imaginaire", (Ed. Flammarion), Prix Jean-Zay 2012 ; et, paru récemment, "La Gauche et le Peuple", avec Jean-Claude Michéa (Ed. Flammarion).

Il pose un regard aigu et sans langue de bois, volontiers iconoclaste, sur le phénomène des «frondeurs» à l'aune de l'histoire de la gauche et de son actualité parfois dissonante.

Les frondeurs socialistes constituent-ils un phénomène nouveau dans l'histoire mouvementée de la gauche au pouvoir ?

Non, ce phénomène des frondeurs n'est pas nouveau, même si cette appellation est nouvelle. Tous les leaders de la gauche au pouvoir ont été contestés sur leur gauche... sauf François Mitterrand. Léon Blum en 1936 a eu immédiatement une opposition de gauche avec Marceau Pivert qui craignait que le Front populaire se laisse brider et limiter par la conjoncture du moment. Déjà !...

Les frondeurs sont-ils dans la posture ou veulent-ils vraiment une autre politique marquée à gauche ?

Un constat structurel et durable : le parti socialiste – et plus généralement la gauche en France – ne se considère pas comme parti de gouvernement mais comme parti d'opposition. François Mitterrand a essayé non sans habileté, de faire du PS et des autres partis de gauche des formations de gouvernement. Il n'a pas réussi durablement, car, dans le fond de l'inconscient des frondeurs, on retrouve l'idée que la gauche est beaucoup mieux dans l'opposition. Ses dirigeants ne le diront jamais, mais au fond, si la droite était au pouvoir, ça les arrangerait...

Ils tiennent «la fonction tribunitienne» occupée par le PCF dans les années soixante-dix : plutôt tonner que gouverner ?

Exactement ! Mais à l'intérieur du PS comme dans l'opinion, cette opposition de gauche ne trouve pas un grand écho. Depuis deux ans et demi, l'ensemble de l'opposition n'a d'ailleurs pas progressé. Si les Français trouvent que François Hollande n'est pas assez à gauche, ils peuvent voter Jean-Luc Mélenchon ou voter communiste. Mais tous les sondages ou élections montrent leur stagnation. Le Président Hollande est très impopulaire, mais la plupart des mesures sont ratifiées par la population, y compris l'aide aux entreprises.

Le retour de Martine Aubry, figure emblématique à gauche, peut cependant donner aux frondeurs plus de visibilité politique...

Peut-être une identité nouvelle et, oui, plus de visibilité dans l'opinion. Car personne ne connaît le nom d'un seul dirigeant frondeur ! Cela posé, rien ne dit que l'accord se fera entre Martine Aubry et les frondeurs. Il faut tenir compte des ambitions des uns et des autres. Sans compter Arnaud Montebourg.

Et puis que ferait Martine Aubry si elle était au pouvoir ? Elle devrait aussi tenir compte des réalités. Quand elle évoque de partager les 40 milliards destinés aux entreprises en en réservant la moitié pour relancer le pouvoir d'achat, elle paraît vouloir contenter tout le monde sans cohérence. Elle fait comme si on n'était pas en Europe – c'est étonnant pour la fille de Jacques Delors !... Avec la politique de Hollande, on est déjà en conflit avec l'Union européenne qui trouve qu'on n'en fait pas assez. Avec les politiques prônées par les frondeurs ou Mélenchon, on aboutirait légitimement à la sortie de l'Europe.

Et pourtant, les frondeurs disent qu'ils sont les vrais fidèles de François Hollande. Enfin, fidèles à ses promesses de campagne...

Ce n'est pas vrai. Il faut qu'ils relisent le fameux discours du Bourget. En dehors de la phrase «mon véritable adversaire, c'est la finance», il explique que le sens de sa politique sera le redressement économique et la réindustrialisation de la France. Et qu'après, il en redistribuera les fruits. La contradiction n'est pas évidente. Sauf que dans la réalité, il a pris beaucoup de retard en n'appliquant pas ce programme durant un an et demi. En fait, les frondeurs pensent surtout qu'avec cette politique, la gauche va être battue aux prochaines élections. Mais il n'y a pas à gauche une majorité pour une politique différente. Il y a peut-être deux lignes au PS, mais il n'y a pas deux majorités possibles. On ne peut revenir à la vieille politique socialiste en considérant qu'avec la relance du pouvoir d'achat, tout est possible. Il ne faut pas tomber dans ce que j'appelle le «crétinisme keynésien» (ndlr : l'économiste Keynes défendait une politique de la relance par la consommation).

Et pourtant François Mitterrand l'a fait efficacement en 1981...

A l'époque, la dette était moins forte, la conjoncture moins déprimée et, dès 1983, il a tourné le dos à cette politique. Est-ce qu'une politique keynésienne a du sens aujourd'hui ? J'en doute.

Un nouveau clivage apparaît entre social-démocratie et social-libéralisme. Voyez-vous la différence ?

Je la vois ! Un social-libéral, c'est un social démocrate parvenu au pouvoir. Un social-démocrate, c'est un social libéral qui est dans l'opposition ! Dans la réalité, on ne s'en tirera pas

sans une politique d'intérêt national qui passe par la réduction des déficits et donc un minimum de convergences entre les travailleurs, les entreprises et l'Etat. Et le plan doit être notamment ce lieu de concertation.

Le plan ? Mais c'est un terme et un concept presque «socialiste»...

C'est ce qui manque le plus aujourd'hui. Je suis le seul à insister sur la nécessité d'une planification. Au plan écologique, rien n'est possible sans une planification au niveau mondial. Sur le plan économique, il faut une planification au niveau européen. Aider les entreprises oui, mais on ne peut pas confier au capitalisme le soin de réguler les marchés. Pendant les Trente glorieuses, la planification s'est aussi imposée à la droite, c'était une «ardente obligation» comme disait de Gaulle. Le grand planificateur, c'était lui. Et puis pour rester... dans l'orthodoxie socialiste, il faudrait renationaliser une partie du crédit, voilà un levier très important.

Faites-vous partie de ceux qui pronostiquent la fin de la gauche ?

Non, c'est la gauche politique qui est décrédibilisée aujourd'hui. Mais la gauche et ses valeurs ont encore un immense avenir, car que demande le peuple – tous les peuples y compris dans les pays émergents ? Plus de protection sociale. Les valeurs de la gauche sont loin d'être dépassées mais les Français ne veulent plus de partis, courants, tendances. Pas besoin de changer de République, une loi pour que les élus ne soient plus rééligibles suffira. Une loi qui ferait exploser la classe politique professionnelle et redonnera la parole au peuple. Toutes les grandes assemblées réformatrices en 1789, 1848 ou 1946 étaient inexpérimentées !

"Changer le nom du PS ? Pas d'intérêt"

«En proposant de rassembler tous les progressistes, Valls pense sans doute à un grand parti politique à l'américaine adapté au système présidentiel et à l'élection bipartisane. Il se dit qu'être dans le même parti crée des objectifs communs, Mais cela ne fonctionnera pas tant que les composantes de cette formation ne seront pas d'accord sur le fondamental : assumer d'être un parti de gouvernement. Pour lui, le socialisme n'est plus une idée opérationnelle, cela fait longtemps qu'il a envie de changer le nom, mais cela n'a pas grand intérêt, ce changement est très mal vu à gauche... et même plus car il représente

la tradition Jaures- Blum -Mitterrand dans laquelle beaucoup de Français se reconnaissent très bien.»

Propos recueillis par Daniel Hourquebie

ladepeche.fr

III) Bayrou n'est "pas sûr que Hollande puisse tenir jusqu'en 2017 »



L'Obs avec AFP

Le président du Modem milite pour un "retour devant le peuple" et estime que le chef de l'Etat devrait dissoudre l'Assemblée.



François Bayrou, président du Modem, lors de son discours à Guidel, le 21 septembre 2014 (Fred Tanneau - AFP)

François Bayrou a déclaré dimanche ne pas croire que François Hollande "puisse tenir jusqu'en 2017" sans dissoudre l'Assemblée et a estimé que le président de l'UMP serait alors "probablement le Premier ministre de la cohabitation".

Le président du Modem, invité du "Grand rendez vous" Europe1/Le Monde/I<tele, a indiqué que pour sa part, après des élections, il ne lui serait "pas difficile" de travailler avec Alain Juppé d'un côté et des proches de Manuel Valls de l'autre.

"Je ne suis pas sûr que François Hollande puisse tenir jusqu'en 2017 avec une majorité déchirée", a dit François Bayrou, en ajoutant : "Les institutions offrent alors au président le retour devant le peuple, généralement par la dissolution".

Et en cas de victoire de la droite, "il n'y a pas d'autre solution possible" que la cohabitation, selon François Bayrou, car "si vous gagnez, vous

allez gouverner".

A cet égard, a relevé le maire de Pau, "l'élection du président de l'UMP est probablement l'élection du Premier ministre de la cohabitation. Il y a des nécessités institutionnelles et je ne crois que cela ait complètement échappé à Nicolas Sarkozy". Pour un "retour devant le peuple"

Pour François Bayrou, "il n'y aura pas de changement politique majeur s'il n'y a pas de retour devant le peuple".

"Ensuite, je ne pense pas que dans un pays qui est plongé dans une crise aussi profonde que la notre, on puisse mener la politique qui convient avec une majorité riquiqui, rétrécie", a-t-il dit.

Selon lui, "ce que l'Allemagne a montré, et c'est pourquoi il faut un changement de pratique institutionnelle, c'est que quand il y a de très grands enjeux il faut que les forces politiques puissent travailler ensemble sans se renier".

Après des élections, "il ne serait pas difficile pour moi de travailler avec des hommes comme Alain Juppé d'un côté ou ceux qui viennent de s'exprimer autour de Manuel Valls", a dit François Bayrou, en faisant référence au "courant réformiste" du PS.

Manuel Valls "est cohérent, et ne manque pas d'un certain courage" mais actuellement "il ne sera en rien suivi par son camp", a-t-il jugé.

tempsreel.nouvelobs.com

LAPRESSEENREVUE.EU

François Bayrou prêt à travailler avec Juppé, Valls et les réformistes du PS



François Bayrou est prêt pour, après une dissolution, gouverner la France avec Alain Juppé (UMP), Manuel Valls (PS) et les réformistes de l'équipe gouvernementale de ce dernier. | Capture LP

François Bayrou est prêt. Prêt à travailler avec des réformateurs comme Alain Juppé (UMP), Manuel Valls (PS) et quelques uns de ses ministres au terme d'une dissolution de l'Assemblée nationale qui ne peut qu'intervenir, à moins de paralyser le pays jusqu'à 2017. «François Hollande ne peut pas tenir», a-t-il martelé.

Invité du Grand rendez-vous d'Europe 1/ Le Monde/ iTélé ce dimanche matin, le président du MoDem et maire de Pau « prône 1) le retour devant le peuple, vite, sans quoi il n'y aura pas de changement politique majeur, 2) que les grandes forces politiques travaillent ensemble».

De fait, alerte le Béarnais, «vous avez une majorité rétrécie ou riquiqui lorsque vous avez à mener une politique courageuse». Il faut donc s'allier au-delà des frontières actuelles des partis politiques pour mener les grands chantiers qui débloquent le pays. «Il ne serait pas difficile pour moi de travailler avec Alain Juppé d'un côté et ceux qui viennent de se former autour de Manuel Valls» (Ndlr : Emmanuel Macron, Stéphane Le Foll, François Rebsamen notamment) de l'autre, a admis l'ancien ministre de l'Education nationale

Valls, oui, mais pas son parti !

Depuis les élections municipales au printemps dernier, François Bayrou a eu l'occasion de dire

tout le bien qu'il pense d'Alain Juppé et de l'avenir politique qu'il lui souhaite. Au point, même, de ne pas insister pour une candidature dans son camp si le maire de Bordeaux était candidat à l'élection présidentielle de 2017. Ce dimanche matin, le centriste a aussi attribué quelques bons points au Premier ministre, qu'il juge «cohérent» et faisant montre « d'un certain courage». Manuel Valls, dit-il, «a osé franchir des frontières, transgresser des tabous au moins dans les mots». Et de regretter que cette franchise «ne débouchera pas sur une révolution du PS». Valls, oui, mais pas son parti !

«Il faut que le Parti socialiste soit sanctionné pour le nombre d'erreurs qu'il a faites pour la France, pour la catastrophe qu'il a, au fil du temps, construite en refusant de voir la réalité en face», tance Bayrou en référence, notamment au rendez-vous manqué entre les socialistes et le ModDem en 2012 alors que lui a voté pour François Hollande au second tour.

http://www.dailymotion.com/video/x28ngnz_francois-bayrou-il-faut-sanctionner-le-ps-pour-la-catastrophe-qu-il-a-construite_news

VIDEO. François Bayrou veut que le PS soit «sanctionné»

Il voit Sarkozy en «futur Premier ministre de la cohabitation» avec Hollande

Il y a deux jours encore, le président du MoDem parlait différemment du Premier ministre, refusant la main que celui-ci lui tendait. «Je ne participe et ne participerai à aucune manœuvre d'appareil» déclarait-il fermement mercredi sur iTélé. «Il est exclu que le centre serve aujourd'hui de bouée de sauvetage», insistait-il vendredi dans les Echos.

VIDEO. François Bayrou : «Manuel Valls ne manque pas de courage»

http://www.dailymotion.com/video/x28nh8n_francois-bayrou-manuel-valls-ne-manque-pas-de-courage_news

Juppé + Valls : si le scénario est idéal à ses yeux, pour sortir de «l'impasse dans laquelle se trouve le pays», ce n'est pourtant pas celui qui interviendrait sans doute en cas de dissolution. Fidèle à son expression qui ne supporte ni les résumés ni l'absence de multiples nuances, Bayrou présume plutôt qu'en cas de dissolution de l'Assemblée nationale, François Hollande, battu, serait obligé d'appeler à Matignon... Nicolas Sarkozy. «Oui l'élection de l'UMP est probablement l'élection du futur Premier ministre de la cohabitation. Cela n'a pas pu échapper à Nicolas Sarkozy, avance Bayrou. Il a choisi, si les militants votent pour lui, de devenir le président du principal parti de l'opposition». S'il y a dissolution et si l'UMP gagne les élections législatives, «la logique veut (que François Hollande) l'appelle». Cet exécutif à deux têtes réunissant un président et un ancien président de la République serait une première dans l'histoire des institutions françaises.

Et si un scrutin législatif anticipé aboutissait à la victoire du Front national ? Après 56 minutes d'entretien, François Bayrou compare les politiques face à Marine Le Pen à «des lapins pris dans les phares d'une voiture, en catalepsie». Et le président du MoDem d'accompagner le mot d'un instant, fugace, de même. En tant que militant, reconnaissant son «idéisme», le maire de Pau, candidat aux trois dernières élections présidentielles, espère que les Français ne tomberont pas dans le piège des arguments du Front national : «Je me bats et me battrai pour convaincre que la sortie de l'euro notamment, les arguments du Front national, doivent être écartés. Il n'y a aucune fatalité que le pays se livre à une situation mortelle pour lui».

VIDEO. Bayrou: «François Hollande ne peut pas tenir

http://www.dailymotion.com/video/x28nety_francois-bayrou-hollande-ne-peut-pas-tenir-jusqu-en-2017_news

VIDEO. Alain Juppé face aux lecteurs du Parisien : «Je ne suis pas en guerre contre Nicolas Sarkozy»

http://www.dailymotion.com/video/x28gb5i_alain-juppe-je-ne-suis-pas-en-guerre-contre-nicolas-sarkozy_news

leparisien.fr

Le changement de noms des partis politiques: les Français soit indifférents, soit hostiles

Le HuffPost/AFP



Plus de quatre Français sur dix (43 à 49%) sont indifférents aux éventuels changements de noms des partis politiques, qu'il s'agisse du PS, de l'UMP ou du FN, et ceux qui ont une opinion sont en majorité hostiles à de telles transformations, selon un sondage Ifop publié dans l'édition du 26 octobre du Journal du Dimanche.

Pour le PS, 49% des personnes interrogées sont indifférentes à ce "qu'il change dans un avenir proche de nom ou de dénomination", 38% répondent ne "plutôt pas" le souhaiter et 13% "plutôt" le souhaiter. Mais chez les sympathisants socialistes, 50% ne souhaitent pas de changement de nom, 14% y sont favorables et les indifférents ne sont que 36%.

Pour l'UMP, on compte 47% d'indifférents, 37% de plutôt hostiles au changement et 16% de plutôt favorables. Les sympathisants de ce parti sont assez partagés : 42% indifférents, 37% opposés, 21% pour le changement. Pour le FN, indifférents (43%) et hostiles (44%) à un éventuel changement s'équilibrent, seuls 13% le défendant. 46% des sympathisants seraient contre, mais une

forte minorité (30%) pour et 24% sont indifférents.

Invités à choisir dans une liste le mot ou les deux mots qu'ils préfèrent "pour constituer le nom d'une formation politique", 52% indiquent "union", 49% "rassemblement", 33% "alliance", 25% "mouvement", 21% "parti" et 10% "front" (2% ne se prononcent pas).

Sondage réalisé par téléphone les 24 et 25 octobre auprès d'un échantillon de 1.002 personnes, représentatif de la population française adulte (méthode des quotas).

LAPRESSEENREVUE.EU

IV) Et si Manuel Valls finissait par s'exclure de la gauche

Par Hubert Huertas

31 mars 2014 : Manuel Valls est nommé à Matignon. Hollande annonce à la télévision « un gouvernement de combat ». Au bout de cinq mois, cette équipe « soudée » éclate avec les départs de Montebourg, Hamon et Filippetti. Deux mois de plus, le mouvement s'accélère : la majorité se morcelle à propos du budget, le PS se divise et le premier ministre envisage d'en changer le nom. Plus qu'une crise, c'est une fracture politique.

Pour un peu, avec ses certitudes martiales et ses coups de menton virils, Manuel Valls passerait pour Bonaparte, comme Nicolas Sarkozy. Un homme capable de trancher. Un gagnant, qui ramènerait l'ordre et redonnerait le goût de la victoire. Las, deux cent dix jours plus tard, les européennes ont tourné au désastre, le Sénat a basculé, les élus PS redoutent une catastrophe électorale dans les cantons et les régions, les couacs sont devenus des crises, la majorité est en morceaux, la popularité de l'exécutif est en loques

et les oppositions internes sont si fortes que le premier ministre finit par avoir l'air d'un opposant minoritaire !

Il faut dire que Manuel Valls a dépassé son maître, le président de la République François Hollande, dont on a souvent raillé l'esprit de synthèse, c'est-à-dire cette manière d'associer la carpe et le lapin. Il se trouve que ces mariages de circonstance ont fonctionné dans les congrès et l'ont propulsé à l'Élysée, mais ont montré leurs limites dès l'arrivée au pouvoir. Pressé en Europe par la droite allemande et à Paris par la droite française, Hollande a lâché du lest, comme à son habitude, mais cette fois dans un seul sens, ou presque. Il a reculé sur à peu près tous les terrains, au point de céder jusqu'à son territoire aux élections municipales.

C'est là qu'est arrivé Manuel Valls, et que la machine s'est emballée. Valls n'a plus concédé à la droite, il a milité à sa place. La gauche « moderne » s'est décomplexée. Elle a mis sur le devant de la scène des débats qui s'y trouvaient déjà, depuis longtemps parfois, en les abordant à front renversé, comme si Napoléon se transformait en Wellington pour gagner à Waterloo !



Dès le 2 avril, Pascal Lamy proposait l'instauration de petits boulots payés au-dessous du smic, avec, déjà, cet argument repris en boucle par Manuel Valls, Emmanuel Macron et leurs amis : « Il faut accepter de temps en temps de franchir les espaces symboliques de ce type pour rentrer dans la réalité et la transformer. » Or qui réclamait jusqu'à présent la fin du salaire minimum, même si l'Allemagne commençait à le promouvoir ? Pierre Gattaz, le président du Medef...

Puis, au nom du même réel, Manuel Valls détricotait la loi sur le logement tout juste votée par le Parlement. À l'entendre, avant même d'entrer en vigueur, elle avait un effet délétère sur le marché immobilier.

Viendrait ensuite la question du chômage, par la voix de François Rebsamen, qui ressuscitait le discours de Nicolas Sarkozy en 2012 en accusant les chômeurs de profiter du système. Le nouveau ministre du travail faisait machine arrière en expliquant ne pas confondre les auteurs des abus et l'immense majorité des demandeurs d'emploi, mais le 12 octobre dans Le Journal du dimanche, Emmanuel Macron, nommé après le départ d'Arnaud Montebourg, ressortait l'artillerie lourde. Il jugeait que l'accord sur l'assurance chômage, pourtant signé en janvier par les syndicats et le patronat, « n'allait pas assez loin », et que « l'État devait reprendre la main si les blocages étaient trop lourds ». Dans la foulée, Pierre Gattaz réclamait l'ouverture de la négociation. Normal, cette revendication était d'abord la sienne.

Pourquoi Macron avait-il anticipé sa demande ? Parce qu'il ne faut avoir « ni posture, ni tabou »... Une attitude « moderne » qui le conduisait à réclamer aussi qu'on assouplisse la législation sur le travail du dimanche. Une idée novatrice dans la bouche d'un ministre socialiste, mais ancienne de trente ans dans l'esprit du patronat.

À peine apaisée l'émotion ressentie par la gauche et au lendemain de l'abstention de trente-neuf députés de la majorité sur le vote des recettes du budget, Manuel Valls poursuivait cette offensive, cette fois à propos du contrat unique, qui serait une sorte de CDI dans une main de CDD, à moins que ce ne soit un CDD dans un gant de CDI.

Et la série n'était pas close. On apprenait ce vendredi que la loi Hamon, donnant un droit d'information aux salariés des PME en cas de cession d'entreprise, serait à son tour désossée. Là encore, la suppression de l'article 98 de la loi Économie sociale et solidaire était l'objet du vif courroux des instances du Medef.

A force de triangulation, Valls a désarçonné la gauche

Ce qui frappe dans ces propositions et dans le ton visionnaire utilisé par le premier ministre, c'est cette manière de vouloir inventer la gauche nouvelle en l'habillant dans les vieux plis de la droite. Non pas qu'il soit interdit d'ouvrir des débats sur tous les sujets du monde, mais voilà que la gauche est mise en demeure de les trancher comme si le repos du dimanche, le contrat de travail, l'indemnisation du chômage, le salaire minimum, et tant d'autres, n'étaient pas des repères historiques et collectifs, mais des

obstacles à karchériser...

D'où vient par exemple cette thématique du « tabou », ou de l'ancien et du moderne, répétée comme un mantra par le premier ministre ? Le mot « tabou » a été utilisé il y a trente ans dans le champ politique par Jean-Marie Le Pen quand il réclamait qu'on revisite « librement » l'histoire des camps de concentration, puis recyclé à propos de l'immigration, avant d'être repris à tort et à travers par la droite et par la gauche. Quant à l'idée que la défense des protections sociales (vacances, temps de travail, retraite, santé, allocations familiales) serait un combat dépassé, elle est le fruit d'une brillante et très efficace campagne de la droite libérale dans les années 1990. Elle stipule que l'équité consiste à s'aligner sur le plus pauvre. Dans cet esprit, l'injustice ne serait pas que le CDD soit privé de CDI, mais que le CDI conserve des garanties quand le CDD en est privé. Cette conception soutient aussi que le progrès dépend avant tout de la levée des blocages réglementaires. Il suffirait en somme de revenir au XIXe siècle, c'est-à-dire à l'époque d'avant le Code du travail, pour garantir l'avenir des jeunes générations.

Au bout de sept mois, et deux gouvernements, Manuel Valls et ses amis sont donc allés au-delà de la technique dite de la « triangulation », qui consiste à s'emparer des thèmes de l'adversaire pour le désarçonner. À force de reprendre à leur compte, dans le fond et la forme, les thèmes de la droite libérale, et jusqu'à ses tics de langage, c'est leur camp qu'ils ont pris à contre-pied.

Il est frappant de constater que la synthèse hollandaise, qui consistait à associer l'aile droite et l'aile gauche du PS, s'est volatilisée. Le gouvernement est devenu monocolore, si solitaire qu'il en est réduit à marchander avec des formations fantômes, Radicaux de gauche, Mouvement unitaire progressiste de Robert Hue, Front démocrate de Jean-Luc Bennhamias.

Frappant aussi de voir s'installer, au nom du « pragmatisme », un climat d'excommunication, quand ce n'est pas d'épuration. Même l'excellent Stéphane Le Foll, en général mieux inspiré, a trouvé « déloyal » que des ministres ayant démissionné du gouvernement en raison de leurs divergences au mois d'août, expriment ce désaccord à l'occasion du vote du budget en octobre. Il a carrément proposé à Benoît Hamon de quitter le Parti socialiste !

Ce pouvoir brandit son « pragmatisme », qui

serait moderne, par opposition à « l'idéologie », qui serait datée. Il parle d'élargir le PS en le dépassant, pour créer une « maison commune ». Il se trouve qu'il s'est réduit d'emblée, avec le départ des écologistes, puis qu'il s'est cassé en deux, avec la démission forcée de Montebourg et compagnie, et qu'il reproche aujourd'hui à ses frondeurs officiels et à ses soutiens critiques, d'appartenir à « la gauche passéiste ». Il l'assume fièrement, car cette solitude serait le prix à payer pour redresser l'économie, donc le pays. Le vallsisme serait une avant-garde...

Le problème, sauf retournement, c'est que la voie de ce redressement ressemble à une triple impasse. Impasse économique d'abord : les remèdes dont s'inspire le docteur Valls prouvent leur limite dans toute l'Europe, et jusqu'en Allemagne. Impasse politique ensuite : à force de s'éloigner de son camp, Manuel Valls va finir par s'en exclure lui-même. Impasse électorale enfin : le premier ministre se rêve en Tony Blair. Le problème, c'est que Blair a beaucoup gagné, et créé le New Labour avant sa première victoire, alors que Valls a beaucoup perdu, et qu'il construit sa « maison commune » en se délitant dans les sondages.

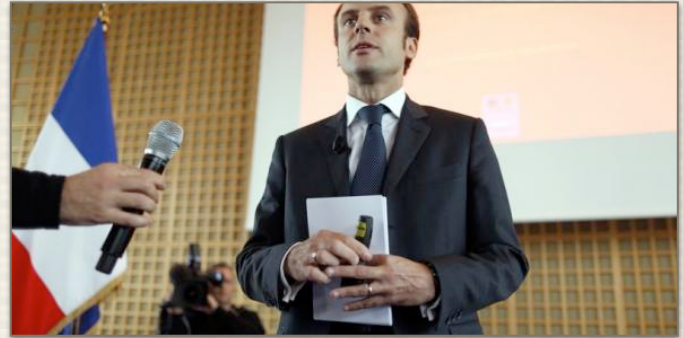
Espère-t-il, au bout du compte, attirer les électeurs de droite à la place de ceux de la gauche, en dépassant les clivages ? Croit-il sincèrement que la gauche n'a plus de substance et la droite plus de réalité ? Dans ce cas, la lecture du magazine Le Point de cette semaine le ramènera à la terre ferme. Sous-titre de l'interview d'un économiste allemand : « Cinglant : Hans-Werner Sinn explique pourquoi la France est plus proche du communisme que de l'économie de marché ».

La France de François Hollande, communiste ! Encore un effort d'imitation et de modernité et Manuel Valls viendra nous dire qu'il faut chasser les chars soviétiques de la place de la Concorde...

mediapart.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

V) Macron "a trop de pouvoir", "s'occupe de tout", selon Mailly



Jean-Claude Mailly, numéro 1 de FO, regrette le poids du ministre de l'Economie : "Il a trop de pouvoir. Ou il s'en donne trop...". REUTERS (Crédits : reuters.com)

latribune.fr, avec AFP

Dans le viseur de Jean-Claude Mailly, numéro 1 de FO, les "annonces à caractère libéral" du ministre de l'Economie et les débats autour "des seuils sociaux, du travail de nuit".

Le numéro 1 de FO, Jean-Claude Mailly, regrette que le ministre de l'Economie, Emmanuel Macron, ait "trop de pouvoir" et "s'occupe de tout" au sein du gouvernement, dans un entretien publié dimanche par l'hebdomadaire Le Journal du Dimanche.

Après l'aveu d'"échec" vendredi du ministre du Travail, François Rebsamen, en matière de lutte contre le chômage, le secrétaire général de Force ouvrière estime que "le gouvernement doit en tirer les conséquences pour mener une politique de croissance". "Mais", ajoute-t-il, "c'est à l'économie, Monsieur Macron, qui s'occupe de tout: le travail du dimanche, les professions réglementées..."

Le responsable syndical regrette le poids du ministre de l'Economie : "Il a trop de pouvoir. Ou il s'en donne trop..."

Dans le viseur de Jean-Claude Mailly, les "annonces à caractère libéral" et les débats autour "des seuils sociaux, du travail de nuit". Pour FO, rappelle son n°1, "la solution n'est jamais de supprimer des droits, tout ne se discute pas. Pour retrouver des marges de croissance, il faut un soutien par la consommation et par l'investissement public".

Concernant le contrat de travail unique, évoqué pour remplacer toutes les formes de contrat existantes (dont CDI, CDD), le leader syndicaliste

rappelle qu'il s'agit d'une "proposition (qui) n'est pas nouvelle" émanant de "quelques économistes libéraux" et qu'elle n'est pas à l'ordre du jour des discussions des partenaires sociaux.

Cette piste, proposée notamment par le nouveau prix Nobel d'économie français Jean Tirole, avait été jugée "intéressante" par le Premier ministre Manuel Valls.

"Ce CDI flexible aurait, dans un premier temps, tous les inconvénients de la précarité du CDD. Voilà pourquoi c'est une mauvaise idée", conclut-il.

Force ouvrière organisera le 16 décembre un rassemblement national à Paris pour affirmer ses positions et lancer "un avertissement" au gouvernement.

latribune.fr

VI) Généraux, fantassins, artificier, casque bleu: qui est qui au PS?

Par Matthieu Deprieck,

Au PS, les propos tonitruants se répondent les uns aux autres. De Hamon à Aubry en passant par Valls, Bartolone et Cambadélis, le parti est agité par de violents affrontements. L'Express vous livre sa revue des troupes.



Manuel Valls cherche-t-il à calmer ses troupes? Le PS est en tout cas en plein affrontement de lignes politique REUTERS/Stéphane Mahé

Le PS sort d'une semaine éprouvante au cours de laquelle plusieurs lignes se sont affrontées par médias interposés. L'Express vous livre une photographie du champ de bataille.

Les généraux

Forts de leur expérience des guerres internes au PS, ils guident leurs troupes au sol en livrant les

grands axes de la bataille. Quand l'affrontement devient trop violent, ils prennent du recul avant d'appeler à la retenue.

Exemples : Martine Aubry sur le front de gauche et Manuel Valls sur le front de droite en sont les deux figures. La première a mené une offensive éclair dimanche et lundi derniers. Silencieuse depuis deux ans et demi -à l'exception de quelques contre-attaques ici ou là, la maire de Lille a encouragé ses troupes rassemblées sous le panache des frondeurs.

Manuel Valls développe un autre art de la guerre: des coups de butoir à intervalles réguliers contre les mêmes remparts (code du travail, "totems" de gauche...) Il n'hésite pas à suspendre les hostilités sans retirer ses prises de position pour faire redescendre la température. Ce fut le cas cette semaine. Dans un entretien à L'Obs, il montre les muscles. Le lendemain, sur BFMTV, il affirme ne pas vouloir "jeter d'anathèmes" tout en maintenant ses appels du pied au centre ou à changer le PS. Comme tout général qui se respecte, il a été décoré : c'était mercredi, des mains de François Hollande.

L'artificier

Il s'est contenu pendant des mois. Il a appris à gérer le stress dans les moments chauds. Si bien qu'au moment de réaliser son coup, il est fin prêt. Il choisit alors le parfait timing, vérifie les branchements et déclenche la bombe. Un seul coup mais quelle puissance !

Exemple : Benoît Hamon. Viré du gouvernement fin août, il s'abstient lors du vote du budget mardi. Le lendemain, sur l'antenne de RFI, il lâche : la politique de François Hollande, "parce qu'elle réduit les capacités d'intervention de la puissance publique", "menace la République". BOUM.

Les fantassins

Ils misent sur leur nombre pour déborder l'ennemi et ne se découragent jamais à la tâche malgré les coups de canon du camp adverse.

Exemples : les frondeurs. Peu de visages connus à leur tête mais l'essentiel est ailleurs. Par leur nombre, ils espèrent modifier, un jour ou l'autre, la politique de l'exécutif. Ils se comptent sans cesse et même si les soutiens de François Hollande et Manuel Valls les sanctionnent, ils continuent de porter leur coup.

Les "pacificateurs"

Dans le film *Le Pacificateur*, le personnage joué par George Clooney se battait pour la paix dans le monde, en provoquant quelques explosions et dégâts collatéraux. Comme le dit le bon sens commun, on ne fait pas d'omelette sans casser des oeufs. Et on ne signe pas un armistice sans mettre quelques coups de menton.

Exemples : "Maintenant, ça suffit !", écrit Claude Bartolone sur son blog après les sorties de Manuel Valls, Benoît Hamon, Martine Aubry ou Aurélie Filippetti. Un casque bleu le président de l'Assemblée nationale ? Au même moment, il recadre le Premier ministre sur RTL : vouloir changer le nom du PS serait "une faute".

Premier secrétaire du PS, Jean-Christophe Cambadélis se voit aussi en diplomate chargé d'obtenir la fin des combats. Un diplomate d'un genre particulier qui pose avec un gant de boxe pour illustrer son entretien au Parisien. "PS, cela ne veut pas dire Playstation", explique-t-il. Fini de jouer. En toute discrétion, il glisse quelques coups de patte à Manuel Valls en refusant le changement de nom du PS, le contrat unique et les appels au centre.

Le casque bleu

Il ne pense pas à s'imposer dans la bataille des lignes politiques en vue d'un futur congrès. Son seul souci : apaiser ses camarades sans livrer un seul coup de griffe.

l'express.fr

A Suivre...
La Presse en Revue